

Le plaidoyer de femmes catholiques pour « une juste place dans l'église »

Le Monde.fr | 18.09.2015 à 15h32 | Par Julia Pascual

Les petites mains de l'Eglise se rebiffent... timidement. Jeudi 17 septembre, l'association Action catholique des femmes (ACF) s'est, pour la première fois de sa pourtant longue [histoire](#), emparée publiquement de la question de la place des femmes dans l'Eglise. Le mouvement, fondé en 1901 et fort de 4 500 membres, a publié un « *plaidoyer pour la juste place des femmes dans les instances décisionnelles de l'Eglise* ».

A ce jour, celle-ci se résume assez simplement : « *Les femmes représentent 75 % des personnes engagées au sein de l'Eglise. Mais les instances de décision sont réservées aux ministres ordonnés* », souligne Françoise Le Galliot, présidente de l'ACF. Même dans les diocèses, « *elles ne sont que 25 % dans les [services](#)* ». Au-delà de la [France](#), dans une instance comme le synode des évêques sur la [famille](#), convoqué par le [pape](#) en octobre, moins de 30 femmes ont été conviées au rang d'auditrices.

Le plaidoyer de l'ACF fait état d'un « *malaise* », d'une « *souffrance* » des femmes dans l'Eglise. Il évoque une « *non-reconnaissance* » des baptisées, « *ignorées* » et écartées des prises de décisions. Et ose [employer](#) le terme, même s'il le place prudemment entre guillemets, de « *discriminations* ».

Sur la base de ce constat, nourri par une consultation menée en 2014 auprès de quelque 4 000 personnes, l'association formule plusieurs propositions. Elle appelle à ce que les femmes soient plus souvent « *invitées à [suivre](#) des formations théologiques et ecclésiologiques* » dans le but de [pouvoir](#) davantage [intégrer](#) les conseils épiscopaux, sorte de cabinet de l'Evêque.

« Nos bénévoles ne sont pas forcément unanimes »

L'ACF appelle également à ce que les femmes ne soient pas reléguées au second rôle pendant les messes, en étant associées à la lecture des Evangiles et au partage de la communion, en permettant aux filles de [servir](#), comme les garçons, devant l'autel et auprès du prêtre, quand on les cantonne plus volontiers à l'accueil et à la distribution des livrets de chants.

Audace ultime du plaidoyer : l'ACF demande l'ouverture du diaconat permanent aux femmes. Et à ce que soit réévaluée « *la possibilité d'ouvrir l'ordination ministérielle aux femmes* », c'est-à-dire l'accès de celles-ci à la prêtrise.

Une formulation volontairement timide ? « *Nos bénévoles ne sont pas forcément unanimes* » sur la question de l'accès des femmes à la prêtrise, explique la présidente de l'ACF, Françoise

Le Galliot. Elle ajoute : « *Demander que ce soit reconsidéré, c'est une première étape.* » M^{me} Le Galliot espère que l'Eglise de France, à qui l'ACF doit [remettre](#) son plaidoyer, se montrera disposée à « *ouvrir des espaces de réflexion* ». « *Cela va [provoquer](#) des remous mais on estime que c'est notre responsabilité de femmes catholiques de le [faire](#)*, argumente-t-elle. *Nous avons saisi la parole du pape François qui s'est exprimée à plusieurs reprises sur la question de la place de femmes, en appelant à ce que nous soyons pleinement participantes et pas seulement hébergées dans l'Eglise.* »

« Une peur qui recule »

Ce plaidoyer de l'ACF n'est pas sans [rappeler](#) une action qui s'était déroulée en mars 2013, à l'initiative du Comité de la jupe, un mouvement fondé en 2008 en réaction aux propos jugés misogynes du cardinal André Vingt-Trois, alors président de la conférence des évêques de France. Tandis que les regards étaient tournés vers Rome où des cardinaux s'apprêtaient à [élire](#) le pape François, le comité avait symboliquement réuni en « conclave » une assemblée de femmes, dans une Eglise parisienne.

Déjà, à cette époque, les participantes n'avaient pas voulu [revendiquer](#) l'ordination des femmes : « *Les pires ennemis d'une ouverture sont parfois les femmes elles-mêmes*, reconnaît Anne Soupa, bibliste et cofondatrice du Comité de la jupe. *Elles ont peur de la transgression et restent dans un rôle flatteur entretenu par la hiérarchie. Jean-Paul II disait aux femmes : "Ne vous plaignez pas, vous avez la meilleure part, [vous](#) êtes dans le cœur de Dieu. Laissez-nous la petite intendance de gouverner". Ce discours a très bien marché ces trente dernières années.* »

Cette période est-elle révolue ? « *C'est intéressant de [voir](#) que des femmes, nombreuses et plutôt modérées, se positionnent*, reprend Anne Soupa. *C'est révélateur d'une peur qui recule.* » La bibliste n'ose cependant pas trop [nourrir](#) d'espoir quant aux signaux d'ouverture envoyés par le pape François : « *Il a bien dit qu'il faut [déconnecter](#) les places de gouvernement de la prêtrise. Mais je crains que ce vœu ne soit pieux. Au Comité de la jupe, on dit qu'il faut [arrêter](#) de nous [leurrer](#).* »

- Julia Pascual
Journaliste au Monde

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/religions/article/2015/09/18/le-plaidoyer-de-femmes-catholiques-pour-une-juste-place-dans-l-eglise_4762682_1653130.html#MHTsTukVFxj5y1UG.99